

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962

**LOUIS DESCHIZEAUX**

Député sortant de l'Indre
Maire de Châteauroux
Ancien Conseiller Général d'Ardentes
Croix de Guerre 14-18
Médaille Militaire
Médaille du Travail
INDÉPENDANT

Remplaçant éventuel :

Raymond TISSIER
Cultivateur à Ardentes

Electrices, Electeurs,

Le référendum a inutilement divisé les Français et coupé en deux le pays. Mais il a fixé au Pouvoir ses limites et montré que les Français ne laisseront pas porter atteinte à leurs libertés. Il est maintenant nécessaire et urgent de refaire

L'UNITÉ DE LA NATION

Nous pouvons, nous devons, tous ensemble, les « Oui » et les « Non » — *car il ne faut pas qu'il y ait des vainqueurs et des vaincus* — nous rallier à

UNE RÉPUBLIQUE MODERNE

Pour bâtir cette république moderne, il est nécessaire de remettre les institutions en place et d'assurer l'équilibre des pouvoirs.

- Le Président de la République veillera au respect de la Constitution dont il restera l'arbitre.
- Le Gouvernement sera responsable devant le Parlement.
- Le Parlement votera les lois et le budget. Il contrôlera l'Exécutif. Par la formule du « gouvernement de législature », - lorsque le gouvernement est renversé, des élections ont lieu automatiquement - la stabilité gouvernementale sera assurée, afin que nous ne revoyions plus ces querelles de partis dont la IV^{me} République est morte et les cascades de ministères.
- La justice sera indépendante et on évitera les tribunaux d'exception. Les citoyens seront protégés contre l'arbitraire.
- Les libertés syndicales seront garanties parce qu'elles protègent les droits sacrés du travail.
- L'information - la radio et la télévision appartiennent à la Nation et non au Gouvernement - sera dotée d'un statut qui garantira son impartialité.
- L'enseignement sera réformé de façon fondamentale pour assurer aux jeunes - quelles que soient leur origine et leur situation de fortune - l'égalité des chances. Ainsi la Nation pourra disposer, pour les cadres et les savants dont elle a tant besoin, de toutes les valeurs humaines. La culture physique et les sports doivent aller de pair avec la formation de l'esprit et du caractère.

Dans cet état rénové et rajeuni,

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE ET LE PROGRÈS SOCIAL

seront assurés par un plan démocratiquement établi. Ce plan sera orienté spécialement vers les objectifs suivants :

- la modernisation de l'agriculture avec la **PARITÉ DES PRIX ET DES SALAIRES AGRICOLES AVEC CEUX DES AUTRES BRANCHES DE LA PRODUCTION ET LA PARITÉ SOCIALE DU MONDE RURAL (ASSURANCES SOCIALES POUR TOUS)**.
- Il faut donner **AU MONDE RURAL** les raisons et les moyens de rester attaché à la terre : sécurité et bien-être. Il faut mettre fin à l'exode qui vide les campagnes.
- la mise en ordre des salaires : le travail de tous - exploitants, ouvriers, paysans, commerçants, fonctionnaires, artisans, employés, professions libérales - devant être revalorisé régulièrement pour suivre le coût de la vie,

(Suite au verso)

- l'amélioration du sort des vieillards qui ont droit à une existence décente,
- la construction de logements, de bâtiments scolaires et d'établissements d'enseignement professionnel qui conditionne l'avenir des jeunes ruraux et citadins,
- l'amélioration de l'habitat rural et des conditions de vie familiales au foyer rural pour alléger le travail féminin,
- le reclassement professionnel des adultes lorsqu'ils sont privés de leurs emplois, etc...

POUR LA PROSPÉRITÉ RÉGIONALE

Une de mes tâches essentielles a été et sera, si je suis réélu, de donner au Bas-Berry - notre département - toutes ses chances d'expansion et de prospérité.

Dès 1958, j'ai lancé le cri d'alarme pour provoquer l'indispensable prise de conscience.

Nous devons arrêter l'exode qui a fait perdre au département 50.000 habitants en moins de 50 ans ! Nous devons travailler au plein emploi, seul moyen de « revitaliser » notre département.

Nous devons soutenir les industries existantes et favoriser l'implantation, chez nous, par la décentralisation, d'industries nouvelles. *Agriculture et industrie* doivent s'appuyer l'une sur l'autre : c'est le plus efficace moyen de promouvoir le *commerce local et l'artisanat* qui doivent être aidés parce qu'ils sont aussi productifs de services et de richesse.

Nous devons donner aux petites communes le moyen d'entretenir routes et chemins, de faire les adductions d'eau et l'électrification, de procéder à l'équipement sanitaire et social.

ARGENTON, si durement éprouvé, mérite une attention particulière. Il doit être définitivement mis à l'abri du désastre qu'il a connu - au besoin par la transformation des ouvrages existants sur la Creuse ou la création de nouveaux dispositifs de sécurité.

Les écoles d'apprentissage agricole doivent être développées.

Le lycée agricole de Châteauroux doit être construit.

L'Asile départemental de Saint-Denis doit être, sans tarder, transféré à Gireugne et il faut créer des maisons de retraite modernes pour les vieux sans famille.

Le Centre Hospitalier départemental de Châteauroux doit recevoir 500 lits supplémentaires.

Dans les cantons de Levroux et d'Ardentes, la vie économique, grâce à la création d'usines secondaires et d'ateliers, peut se développer. Il ne faut pas laisser les campagnes devenir des déserts.

POUR UNE POLITIQUE DE RAISON

La raison commande, comme je l'ai dit à l'Assemblée Nationale, toute la politique de la France. Il est vain de poursuivre un rêve illusoire et très coûteux de grandeur, de faste et de faux prestige lorsque les besoins réels et essentiels ne sont pas, d'abord, assurés !

C'est trop d'avoir donné, depuis l'indépendance algérienne, 100 milliards à Ben Bella, de consacrer 1.000 milliards à notre bombe nucléaire et 30 milliards aux manœuvres militaires, alors que nos efforts devraient tendre à faire revivre, à rendre plus prospères et plus heureuses nos villes et nos campagnes.

LA FRANCE DANS LE MONDE

Dans le domaine diplomatique et militaire : présence active de la France dans les organisations internationales. Reprise des efforts pour construire l'Europe et parvenir à son unité politique dans le renforcement d'institutions communautaires. Négociations en vue d'une défense intégrée et d'une force de frappe commune.

En présentant, à Genève, UN PLAN CONCRET DE DESARMEMENT, la France doit lancer à tous les peuples du monde qui l'attendent

SON MESSAGE DE PAIX

Vu, LE CANDIDAT.